

Vaccinations en âge pédiatrique et médecines complémentaires

Janko Fabecic, Marco Fiori, Elmedin Salihi, Fausto Widmer, Samuel Zbinden

Problématique

Les médecines complémentaires (MC) gagnent de l'importance au sein du système de santé suisse. Ce fait met en évidence des divergences d'opinions entre certaines MC et la médecine conventionnelle à propos de questions de santé publique, notamment en ce qui concerne la vaccination en âge pédiatrique. Les autorités de santé publique souhaitent augmenter la couverture vaccinale, tandis que des courants de MC, tels qu'homéopathie, naturopathie et médecine anthroposophique, ont parfois des réserves concernant cette méthode de prévention [1]. En Suisse, les enfants de parents ayant recours aux MC sont moins vaccinés comparé aux enfants n'ayant recours qu'à la médecine conventionnelle [2].

Objectifs

Cette étude souhaite évaluer les enjeux relationnels entre deux groupes d'acteurs du système de santé suisse ayant des opinions divergentes sur la vaccination en âge pédiatrique.

Méthodologie

L'enquête est menée à travers une recherche de littérature et des entretiens semi-dirigés avec des interlocuteurs que nous avons attribués aux deux groupes suivants: "médecines complémentaires" (homéopathes, naturopathes, anthroposophes et leurs associations) et "autorités de vaccination" (Office Fédéral de la Santé Publique, bureau du médecin cantonal, santé scolaire et pédiatres experts en vaccination). Une sociologue de la santé a également été interviewée.

Résultats

Neuf personnes interviewées sur douze reconnaissent qu'il existe un rapport conflictuel entre les autorités de santé publique et certaines MC en matière de vaccination.

Selon les interlocuteurs représentant les MC, les messages de l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP) ne sont pas suffisamment transparents et complets, et la façon dont ils sont communiqués n'invite pas la population à une réflexion et, par conséquent, à un choix raisonné. Des enjeux économiques ont été identifiés comme pouvant influencer le rapport entre autorités et MC. En ce qui concerne les recommandations vaccinales, elles seraient perçues comme trop autoritaires et contraignantes, ne prenant pas en compte une individualisation de la prévention, très importante pour les praticiens de MC. Néanmoins, le fait qu'en Suisse la vaccination reste pour la plupart des cas un choix libre et non pas une obligation, est bien reconnu et apprécié par les MC. La proposition principale du côté des MC est celle de développer le concept de "Médecine Intégrative", où praticiens de médecine conventionnelle et thérapeutes de MC collaborent afin d'améliorer la prise en charge des patients. Ceci devrait être fait dès les études, où il devrait y avoir un élargissement des objectifs d'apprentissage aussi bien pour les médecins que pour les thérapeutes en MC.

En ce qui concerne l'opinion des autorités de la vaccination, la plupart des interlocuteurs reconnaissent une polarisation sur le sujet. L'intégration de pratiques complémentaires dans la prévention des maladies infectieuses de l'enfant n'est pas une priorité pour eux. Leur objectif principal est plutôt de mieux informer la population. Les autorités perçoivent leurs stratégies et les informations distribuées comme pertinentes. Par contre elles reconnaissent que les informations ne sont parfois pas bien adaptées à une minorité de la population, celle qui doute sur l'utilité de la vaccination.

La plupart des personnes rencontrées conviennent qu'il n'y a pas une communication directe entre MC et autorités de santé publique au sujet de la vaccination. Les représentants des MC souhaiteraient être davantage intégrés dans les processus décisionnels des questions de santé publique. Cependant, certains acteurs estiment que les idéologies sont trop divergentes pour qu'un dialogue constructif puisse être établi. Tout le monde s'accorde enfin sur le fait qu'une information claire, complète et non-tendancieuse devrait être fournie aux parents. Ces derniers peuvent se sentir mal à l'aise dans un contexte discordant, et se trouvent parfois pris en étau entre deux praticiens avec des opinions différentes, ce qui complique davantage leur choix vaccinal. Le praticien devrait les conseiller et pas les diriger, et toujours respecter leur décision.

Conclusion

La polarisation mise en évidence par cette enquête sur le thème de la vaccination soulève la question de la prise de position des parents face au sujet. Ces derniers se trouvent souvent au milieu de cet antagonisme, et leur décision est par conséquent rendue difficile par l'incohérence des informations disponibles. Afin que la situation générale puisse s'améliorer, il est important que les différents acteurs du système de santé se rapprochent et communiquent d'avantage. Des changements dans la formation peuvent jouer un rôle clé. Une ouverture vers les MC par les étudiants en médecine conventionnelle et réciproquement par ceux de MC pourrait faciliter l'amélioration de la communication entre ces deux groupes. Des recommandations vaccinales plus flexibles et allant vers un désir d'individualisation de la prévention pourraient être mieux perçues par les parents et les praticiens des MC, même si ceci irait contre les principes de santé publique. En plus, il semble important d'accorder plus de temps en consultation pour les conseils vaccinaux.

Pourtant nous sommes conscients qu'en ce moment les divergences d'opinion sont fortes, et un rapprochement des différents acteurs peut s'avérer être difficile, voir contre-productif.

Mots clés

médecine complémentaire et alternative ; médecine conventionnelle ; vaccination pédiatrique ; relation ; antagonisme

Références

[1] Ernst E. Rise in popularity of complementary and alternative medicine: reasons and consequences for vaccination. *Vaccine*. 2001 Oct 15;20 Suppl. 1:90-3.

[2] Zuzak TJ, Zuzak-Siegrist I, Rist L, Staubli G, Simoes-Wüst AP. Attitudes towards vaccination: users of complementary and alternative medicine versus non-users. *Swiss Med Wkly*. 2008 Nov 29;138(47-48): 713-8.

Juin, 2015